

Guerre en Ukraine

Nathalie Loiseau, députée européenne « Ce n'est pas à Poutine de fixer les lignes rouges »

NÉGOCIATION Pour l'ancienne ministre des Affaires européennes, les termes de la victoire de l'Ukraine ne relèvent pas des alliés

Jeudi, la présidente de la sous-commission sécurité et défense au Parlement européen était aux premières loges pour accueillir le président Zelensky. Nathalie Loiseau suit au jour le jour la guerre en Ukraine et notamment sur le plan informationnel à travers les relais de la propagande russe en Europe. Selon elle, la première visite en Europe du président ukrainien est un tournant dans le conflit.

Qu'avez-vous retenu de la visite du président Zelensky au Parlement européen cette semaine ?

Ce qui me frappe justement, c'est son insistance à s'adresser autant qu'il le peut aux Parlements nationaux, et à travers eux aux opinions publiques, ce qui témoigne de son choix démocratique assumé. Lorsqu'il a scandé « *slava Ukraini* », « gloire à l'Ukraine », et que nous lui avons répondu avec un traditionnel « *gloire à ses héros* », on a senti que son émotion n'était pas feinte. J'ai apprécié qu'il fasse aussi allusion dans son discours au financement par la Russie des mouvements xénophobes en Europe, ce qui désignait assez clairement l'extrême droite prorusse. Lorsqu'il dit que nous avons la chance de vivre dans une Union européenne en paix, libre et prospère, mais que ce n'est pas garanti et que ses soldats se battent pour défendre nos valeurs, je le crois.

INTERVIEW



Comme si la Russie de Poutine nous menaçait directement ?

Je suis convaincue que sa guerre et ses conséquences nous touchent directement et qu'il ne s'agit pas d'un différend territorial comme un autre. Quand j'écoute Vladimir Poutine, j'entends sa volonté d'étendre le conflit parce qu'il se dit menacé par l'Otan. Mais ce qu'il conteste, c'est surtout le modèle de société de l'Ukraine, qui se rapproche du nôtre, non pas depuis un an mais depuis 2014 et la révolution proeuropéenne sur le Maidan de Kiev. Ce que Poutine veut sauver, c'est un Occident prétendument décadent. Mais la vérité, c'est que son agressivité contre ce que nous sommes est une menace pour tous et un encouragement pour d'autres à l'imiter.

Volodymyr Zelensky a supplié de l'aider à gagner avec des armes sans évoquer une paix possible.

Pourquoi, selon vous ?

Nous avons reçu ici il y a une semaine dans la sous-commission que je préside son principal conseiller, Andriy Yermak, qui nous a décoré le plan de paix en dix points présenté par le président Zelensky

aux leaders du G20 l'automne dernier. Mais tout le monde a bien compris que pour y parvenir, comme le dit Emmanuel Macron, la Russie ne peut pas et ne doit pas gagner.

Que signifie gagner la guerre ?

Ce n'est pas à nous de le dire. Ce n'est pas aux dirigeants européens et aux alliés de l'Ukraine de définir les termes de la victoire mais aux Ukrainiens eux-mêmes, parce que ce sont eux qui se battent et que nous n'avons pas le droit de leur demander d'arrêter cette guerre sous prétexte qu'elle nous ferait

« S'il y a escalade aujourd'hui, c'est celle des Russes dans le Donbass »

souffrir, alors qu'elle est surtout longue et coûteuse pour eux. Ce serait aussi choquant que si nos alliés nous avaient demandé de cesser le combat à Verdun, au Chemin des Dames, parce que la guerre durait déjà depuis deux ans.

Pourquoi alors les Européens ne se sont-ils pas engagés cette semaine, face à Zelensky, à lui livrer des avions de combat ?

Emmanuel Macron, publiquement, ne l'a pas exclu. Les Britanniques ont annoncé qu'ils étaient prêts à former des pilotes. Les Slovaques veulent livrer des Mig de l'époque soviétique. Les Suédois sont prêts à s'engager aussi sur ce terrain. Il y a là comme un nuage qui s'amoncelle au-dessus de la tête de Vladimir Poutine et qui explique d'ailleurs un

déchaînement de désinformation russe sur les risques d'une troisième guerre mondiale. Mais ce n'est pas à lui de fixer les lignes rouges de ce que nous pouvons ou devons faire. Si escalade il y a aujourd'hui, c'est celle qu'il mène dans le Donbass avec des renforts massifs et en bombardant tous azimuts. De toute façon, la distinction entre défensif et offensif ne veut plus dire grand-chose aujourd'hui dans la mesure où l'Ukraine est en état de légitime défense, y compris pour reconquérir des territoires pris par la Russie, le seul pays au monde à violer les frontières qu'elle avait pourtant reconquises en 1991.

Vous comprenez l'inquiétude de l'opinion publique sur la crainte d'une escalade incontrôlable ?

Oui, mais je ne vois pourtant aucun des alliés qui se conduiraient comme un va-t-en-guerre. Je suis convaincue qu'une victoire ukrainienne dépend de nous, tout en priorisant la sécurité des Français et des Européens et sans être pour autant partie au conflit. Comme l'URSS l'a fait en armant le Nord-Vietnam pour qu'il se libère de la présence américaine alors que les États-Unis étaient déjà une puissance nucléaire. Mais à tous ceux qui, chez nous, craignent que chaque livraison d'armes supplémentaire nous rapproche d'une troisième guerre mondiale et qui en appellent à une paix tout de suite, devenant ainsi les porte-voix du narratif russe, je rappelle que la France est protégée par sa dissuasion nucléaire et l'Europe par l'Otan. Vouloir la paix sans attendre de victoire ukrainienne, c'est vouloir la capitulation de l'Ukraine. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS CLÉMENTEAU

Grignotage russe et démentis de Kiev

MENACE Les combats sont toujours acharnés dans le Donbass alors que les Ukrainiens minimisent le risque d'offensive majeure

La ville de Bakhmout, assiégée depuis l'été, restait toujours, hier soir, officiellement aux mains des forces ukrainiennes. Mais un retrait semble de plus en plus probable, l'armée russe et ses supplétifs de Wagner menaçant de prendre la localité en tenaille. L'armée russe pousse aussi dans le sud de la région de Donetsk, à Vuhledar. Après plusieurs tentatives désastreuses et meurtrières la semaine dernière, elle serait parvenue à progresser.

Le Pentagone contredit les prévisions alarmistes

Derrière ce grignotage russe, il y a la question d'une nouvelle offensive de grande ampleur, que des sources sécuritaires ukrainiennes citées par *Foreign Policy* annoncent pour les huit prochains jours. Pour ce faire, disent-elles, Moscou aurait notamment amassé 1 800 tanks, près de 4 000 véhicules et 2 700 systèmes d'artillerie. Ces prévisions alarmistes ont pourtant été contredites hier par le Pentagone, qui estime que la moitié des chars de combat russes étaient hors d'usage. Un membre du renseignement ukrainien a par ailleurs estimé que la Russie, qui aurait « déjà utilisé plus de 80 % de ses missiles de précision », n'avait pas les moyens de lancer une attaque de grande envergure. Hier, un premier lot de batteries antiaériennes promises par la Lituanie est arrivé en Ukraine. Elles viendront renforcer celles qui ont répondu à la nouvelle attaque massive de missiles et de drones kamikazes iraniens qui a frappé six régions vendredi et entraîné des coupures de courant dans l'ensemble du pays. ● A.M.

Ces enfants ukrainiens que Moscou veut « dénazifier »

TRANSFERTS Des milliers de mineurs auraient été enlevés par la Russie, avec peu d'espoir pour leurs familles de les retrouver

Du haut de ses 15 ans, Nastya a déjà vécu mille vies. L'adolescente ukrainienne, séparée de sa famille dans les premiers mois de la guerre, a été déportée dans un camp dit « de filtration » en Crimée, péninsule annexée par la Russie en 2014, avant de rejoindre Kherson, dans les territoires ukrainiens occupés dans l'est du pays. Là-bas, Nastya a été violemment frappée à la tête, forcée à apprendre le russe et une « nouvelle histoire ». Les autorités lui ont également fait miroiter la possibilité d'obtenir gratuitement un appartement dans les montagnes de l'Oural, à ses 18 ans, si elle adoptait la nationalité russe...

La jeune fille a accepté que son histoire soit rendue publique lors d'une table ronde organisée mercredi par l'ambassade des États-Unis à Kiev. Pour elle, l'histoire se finit bien : Nastya est miraculeusement revenue en Ukraine cette semaine. Après l'avoir cherchée pendant des mois, sa mère a fini par la retrouver grâce aux réseaux sociaux.

« Une campagne d'État »

D'autres n'ont pas cette chance. Selon Lesia Zaburanna, députée ukrainienne, au moins 16 000 enfants ont été recensés comme « déportés » en Russie ou dans les territoires occupés par les forces russes. Des dizaines de milliers d'autres pourraient être concernés, volés à leurs parents à des barrages ou enlevés dans des maternités, des orphelinats ou des centres sociaux d'aide à l'enfance.

Le phénomène, qui a débuté en 2014 après l'annexion de la Crimée et les premiers combats dans le Donbass, s'est amplifié depuis l'invasion de l'an dernier. « Les Russes les kidnappent, leur lavent le cerveau et leur donnent des armes en les manipulant pour qu'ils se battent du côté russe », assure la parlementaire, originaire de Kiev. Il sera très difficile

de retrouver ces enfants, car la Russie leur octroie la nationalité russe et les fait adopter. » En gratifiant parfois d'un pécule les familles candidates...

Pour Mykola Kuleba, président de l'ONG Save Ukraine, qui a pris en charge Nastya, ces enlèvements sont orchestrés « au plus haut niveau politique » dans ce qui s'apparente à une « campagne d'État ». Pour preuve : en mai 2022, Vladimir Poutine en personne a promulgué un décret présidentiel pour faciliter la naturalisation de ces mineurs. « Pour chaque soldat russe tué, sept ou huit enfants ukrainiens doivent être déportés et rééduqués », détaille l'humanitaire. Cela permet au gouvernement de raconter une histoire aux Russes ordinaires, en leur disant que « la nation sauve les enfants ukrainiens des nazis ». La commissaire russe aux droits de l'enfant et d'égypte

conservatrice du régime, Maria Lvova-Belova, a elle-même mis en pratique la propagande nationale en annonçant en octobre avoir accueilli dans son foyer un garçon kidnappé à Marioupol. « Des dispositions ont été prises pour permettre à des familles russes d'adopter ces enfants plus facilement, au mépris du droit international », confirme Amnesty International dans un rapport paru l'an dernier à ce sujet qui associe ces raptés à des « crimes contre l'humanité ». Le sénateur français André Gattolin a, lui, déposé vendredi au Sénat une proposition de résolution pour convaincre l'Union européenne de se saisir du sujet des « déportations » et la Cour pénale internationale (CPI) d'enquêter sur ce qu'il assimile à un « génocide ». ●

16000

MINEURS ont été recensés comme ayant été « déportés » par les Russes, affirme une députée ukrainienne